

# RÉSISTANCE SOCIALE

## La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



### SOMMAIRE

**p.1 et 2 : L'édito / p.2 : Actualité sociale : Turbines Arabelle - Retraites / p.3 à 6 : Place au débat : Financement des services publics et de la Sécurité sociale / p. 6 : Avez-vous remarqué ? : Accidents du travail / p. 7 : International : Iran – Politique économique des Etats-Unis / p.8 : Coup de gueule : Le gouvernement se moque des conséquences de ses décisions**

### EDITO

« **Et maintenant les retraites !** » C'est l'objectif en vue pour Macron, Borne et leurs sbires. Plus de 3 Français sur 4 refusent cette réforme et pensent qu'elle ne sera d'aucun intérêt, d'aucun bénéfice pour eux comme pour les jeunes générations. On peut en effet se demander quel est le bon sens qui conduit à faire travailler les seniors jusqu'à 65 (ou 67) ans alors que les jeunes ne trouvent pas d'emploi. Au prétexte d'une mauvaise situation financière des régimes de retraites, essentiellement due à la présentation qu'il en fait, le gouvernement présente le recul de l'âge de la retraite comme la seule solution. Or d'autres solutions de financement existent que les organisations syndicales et, également certains partis politiques, présentent. Voilà donc LE sujet sur lequel les Français doivent être consultés. On ne peut leur imposer cette nouvelle casse de leur système social : un référendum est un impératif.

La « **sobriété énergétique** », c'est le nouveau slogan impératif que nous imposent ceux qui voyagent en jet, qui organisent la coupe du monde de football au Qatar, qui livrent la SNCF à la concurrence au mépris de la desserte de l'ensemble de notre territoire et pour le plus grand profit du trafic routier international... Pensent-ils vraiment que les Français chauffent leur domicile toutes portes ouvertes pour le plaisir de dépenser les euros qu'ils n'ont pas ? Qu'ils se servent de leur voiture alors que de nombreux moyens alternatifs leur tendent les bras, particulièrement en zones rurales ? Le pire, c'est qu'ils sont peut-être assez à côté de la plaque pour cela : quand le gouvernement compte 19 millionnaires on peut

croire qu'ils ne savent pas grand' chose des difficultés de vivre du peuple ! Ils mettent l'augmentation du prix de l'énergie sur la guerre en Ukraine (à laquelle ils prennent, par ailleurs, grand soin de ne pas chercher d'issue), achètent du gaz de schiste aux Etats-Unis après avoir stoppé notre énergie nucléaire qui assurait notre indépendance à un prix raisonnable. Aujourd'hui la production électrique des centrales nucléaires est historiquement faible : 23 des 56 réacteurs sont toujours stoppés, ceci est dû à l'arrêt de leur entretien et la reprise ne peut se faire que lentement. Voici le résultat de l'incurie dogmatique soi-disant écologique conjuguée au libéralisme qui a conduit aux privatisations d'EdF et de l'énergie en général !

Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire dans des éditos précédents, **ils ne sont pas seulement riches, ils sont corrompus**. Les liens avec le géant du conseil américain, Mc Kinsey, sont maintenant patents. La nouveauté c'est qu'ils pourraient être plus étendus qu'on le croyait. Le Parquet national financier (PNF) a joint à son enquête sur Mc Kinsey pour « blanchiment de fraude fiscale » des faits de « financement illégal de campagne » et « favoritisme ». Il s'agit des deux campagnes présidentielles de 2017 et de 2022 d'Emmanuel Macron. Les faits sont ainsi qualifiés : « tenue non conforme de comptes de campagne et minoration d'éléments comptables dans un compte de campagne, portant sur les conditions d'intervention de cabinets de conseils dans les campagnes électorales de 2017 et 2022 ». Rappelons que le rapport d'enquête du

Sénat a mis à jour l'ampleur des contrats accordés à McKinsey auprès de l'administration Macron depuis 2018. *Consulté pour un oui ou pour un non, souvent en doublons d'études effectuées par l'administration elle-même, (comme avec ce rapport sur « l'avenir du métier d'enseignant », facturé un demi-million d'euros), McKinsey a vu ses honoraires gonfler sous le mandat Macron, jusqu'à atteindre le montant record du milliard d'euros en 2021* (dixit l'enquête de Marianne). A côté, il s'agit presque d'une paille que les 28 millions d'euros dépensés en cabinets de conseil pendant la 1<sup>ère</sup> période du Covid-19 ! Ce gouvernement fait honte à la France.

Pendant ce temps, selon « Les échos » peu suspects d'être de gauche, **les dividendes versés par les entreprises du CAC 40 à leurs actionnaires ont atteint un montant record de 57, 5 milliards** en 2021, en hausse de 32%

par rapport à l'année précédente. La rémunération moyenne d'un patron du CAC a progressé de 52% pour atteindre une moyenne de 6,6 millions d'euros. Ces mêmes entreprises n'ont dépensé que 65000 euros par an par salarié, cadres supérieurs compris. La France est en tête mondiale pour la rémunération des actionnaires tandis que les salaires stagnent toujours au nom de la bonne gestion de l'économie. « Bonne gestion » ? On peut cependant en douter quand la part de notre industrie -donc de notre souveraineté économique- baisse dans le PIB ou que notre commerce extérieur se casse la figure.

Nous entrons dans les fêtes de fin d'année. Qu'elles vous soient chaleureuses. L'année prochaine sera difficile ! Et la lutte nécessaire.

**Marinette BACHE**

## ACTUALITE SOCIALE

### **Turbines Arabelle : quand Macron rachète ce qu'il a vendu aux Etats-Unis**

*Par Noelle LEGENDRE*

En 2014 nous dénoncions le rachat de la branche énergie d'Alstom par l'américain Général Electric voulu par Macron alors ministre de l'économie.

Alstom constitue un des fleurons de l'industrie française et cette vente -pour 1,2 milliards d'euros- représentait un danger pour l'indépendance de notre pays en raison notamment des turbines Arabelle nécessaires à l'industrie atomique.

Huit ans plus tard, sous l'impulsion du même Macron, EDF vient de finaliser le rachat -pour 2,4 milliards d'euros alors que la situation financière d'EdF est, par la faute du gouvernement, très mauvaise !- des turbines aux américains . Il s'agit là d'un véritable gâchis, financier bien sûr, mais aussi technique car la vente s'est accompagnée d'une perte de compétence.

L'objectif premier de la vente était d'ordre financier ; le rachat s'inscrit, lui, dans une nouvelle logique industrielle : au lieu de fermer les centrales atomiques, la France va se lancer dans la construction de nouvelles usines. La construction de nouvelles centrales répond bien à une nécessité. Même les écologistes, pourtant traditionnellement anti-nucléaires, commencent à s'en rendre compte. Contrairement aux centrales à charbon, le nucléaire ne produit pas de CO2.

Bien sûr il ne faut pas négliger l'aspect déchets ni le risque d'un accident nucléaire. A condition de lui en donner les moyens, la recherche doit être capable de résoudre le premier problème. Quant au second la meilleure protection est que l'industrie nucléaire reste dans le giron public. L'accident de Fukushima n'aurait sans doute pas eu lieu si la centrale n'avait pas été aux mains du privé !

En attendant, rattraper les bêtises de Macron coûte cher !

### **Retraites : le retour de la « réforme »**

Résistance sociale salue la déclaration commune des 8 organisations syndicales de travailleurs, alliées aux organisations étudiantes et lycéennes, s'opposant à tout recul de l'âge légal du départ en retraite comme à l'allongement de la durée de cotisation. Elles ont également réaffirmé leur détermination à construire ensemble les mobilisations passant en particulier par une première date de mobilisation unitaire avec grèves et manifestations en janvier si le gouvernement demeurerait arcbouté sur son projet.

# PLACE AU DEBAT

## LE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS ET DE LA SECURITE SOCIALE

Par Jean-Claude Chailley

**On ne peut plus parler de financement sans définir ce qu'on appelle « service public », notion devenue floue, indissociable du choix de de société**

**En 2023 la dépense publique est de 1564 Md €, soit 56,6 % du PIB**

- Etat et organismes divers d'administration centrale : 636 Milliards (Md)
- Administrations publiques locales : 305 Md
- Administrations de sécurité sociale : 721 Md (La Sécurité sociale proprement dit a un budget de 600 Md)

**La loi de programmation des finances publiques prévoit de les baisser de 56,6 % à 53,8 % du PIB en 2027, ce qui ramènera le déficit public à 2,9 % du PIB.**

Pour y parvenir **les administrations de sécurité sociale devront être excédentaires de 1,6 point de PIB, près de 40 Md, en 2027.**

### La triple offensive idéologique permanente :

- Les dépenses publiques sont beaucoup trop élevées en France : « 57 % du PIB, la France championne du monde... »
- La qualité des services publics ne justifie pas ces dépenses
- La notion française de service public est en voie de disparition.

### Les dépenses publiques « trop élevées »

**L'expression masque qu'il s'agit d'un objectif de privatisation, pas d'économie :**

Par exemple un professeur est payé par les impôts. Son salaire est comptabilisé dans la « dépense publique ». Mais si ce professeur va faire le même cours dans une boîte privée (\*), il sera payé par les parents. La « dépense publique » baissera, mais les parents (ceux qui en ont les moyens) paieront au final plus cher. Pour la société la dépense totale augmentera.

- **L'offensive idéologique vise à étendre sans fin le champ du privé**
  - **Elle renforce les inégalités : si les parents ne peuvent pas payer la boîte privée, les enfants n'auront pas de cours. Pour la société c'est une perte qui se paiera à l'avenir.**
- (\* ) Noter que les établissements privés, type Acadomia, ... bénéficient du crédit d'impôt. On verse des impôts pour le privé lucratif.

### Le chiffre « 57 % du PIB » est une tromperie volontaire

Beaucoup de monde pense que si les dépenses publiques absorbent 57 % du PIB, il ne reste que 43 % pour le reste des dépenses ; ça donne l'impression que les libéraux ont raison de dire que 57 % c'est trop.

- L'arnaque c'est que **les dépenses publiques sont comparées au PIB, mais elles n'en sont pas une partie.** Les « dépenses privées » ne sont pas 43 % du PIB mais 2 ou 3 fois le PIB
- En outre d'une façon générale le PIB en France est trop faible par rapport à la plupart des pays de l'OCDE ce qui fait monter artificiellement le ratio : la France peut être 15<sup>ème</sup> en dépense de santé par habitant mais 2 ou 3ème en % du PIB

**Le chiffre de 57 % vise la destruction de la Sécurité sociale au profit du MEDEF**

**Ce chiffre de 57 % inclut le financement de la Sécurité sociale, donc les cotisations sociales.**

Or les cotisations sociales ne sont pas un impôt mais une partie du salaire qui est socialisée. C'est une anticipation vers **les exonérations totales de cotisations**, vers la **fiscalisation – étatisation** intégrale de la Sécurité sociale qui progresse année après année pour mettre fin à la Sécurité sociale d'Ambroise Croizat

## « L'offensive contre la qualité des services publics »

**La raison d'être des services publics c'est de satisfaire les besoins fondamentaux de toutes et tous, à égalité, avec des services de haute qualité, à la pointe du progrès.**

La volonté du patronat, relayée par les gouvernements, l'Union européenne, l'OCDE, ...est d'accroître « la part de marché » du privé lucratif. Elle se fait au détriment du service public : réformes permanentes, privatisation totale ou progressive, externalisations, déstructurations, coupes budgétaires, manque de personnels, attaques contre les statuts, ...La qualité, l'accessibilité, s'en ressentent, ce qui sert de prétexte à de nouvelles réformes. Par exemple la santé, qui était jugée par l'OMS comme la 1<sup>ère</sup> du monde il y a 20ans, est en voie d'effondrement. Mais Ramsay santé... se portent bien.

**La notion de service public est en voie de disparition.**

**Il se généralise qu'un service public peut être rendu indifféremment par des établissements publics ET privés.** C'est la notion européenne de SIEG (Service d'Intérêt Economique Général).

Dès lors on ne peut s'étonner que les financements publics alimentent le privé. Et comme les budgets sont « contraints », **le financement du privé s'effectue au détriment du public** qui doit se battre pour conserver ses « parts de marché »

► **Public et privé ce n'est pas pareil. Il faut reconquérir la distinction**

## Nos objectifs

**Le champ des services publics, donc leur financement, dépend des choix politiques.**

**Nous voulons défendre et reconquérir les services publics.** C'est un projet de société. Leur champ, leur insertion ou non dans la concurrence, est un débat permanent.

Par exemple certains veulent un **pôle public financier avec renationalisation de la BNP et de la Société générale, d'autres non.** Certains veulent **renationaliser EDF-GDF, sortir la santé de la concurrence du privé lucratif, réunifier la SNCF, d'autres non....** Chaque choix a un important impact sur les financements.

A fortiori si on veut créer de nouveaux services publics, dont certains exigent des dizaines de milliards, il faut les financer, si tant est qu'à un certain point le total ne devient pas incompatible avec le capitalisme.

► **Si on veut être crédible, il y a moment où le mouvement social doit aller au bout des débats, discuter du lien avec les politiques publiques, ... et prendre position.**

**Nous voulons développer les services publics ET l'industrie**

**L'industrie a besoin de services publics**, de personnel bien formé, en bonne santé, d'infrastructures de tous types. Dans sa vision à court terme le patronat veut de moins en moins d'impôts, toujours davantage d'aides, de subventions, d'exonérations. Certes ça augmente les profits à court terme, les dividendes, mais ça détruit les services publics dont l'industrie a pourtant besoin pour être « attractive ».

**L'affirmation du chancelier Helmut Schmidt (1974) « Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain » est fausse.** Le recul de l'industrie est parallèle au recul des services publics. Le chômage, les temps partiels imposés, touchent 10 millions de personnes

► **Il faut augmenter les salaires et l'emploi, l'égalité femmes- hommes, ce qui est le meilleur moyen de développer l'industrie, de financer les services publics et la protection sociale.**

## Le principe du financement spécifique des services publics et de la Sécurité sociale

**Le Conseil National de la Résistance c'était la Sécurité sociale et mettre fin aux féodalités financières par les nationalisations. Il avait fixé un principe clair : la Sécurité sociale est financée par la cotisation sociale, les services publics par l'impôt, éventuellement avec participation de l'utilisateur.**

- **Ce principe est remis en cause depuis l'instauration de la CSG en 1991.** Le financement de la Sécurité sociale, comme des services publics en est profondément affecté. Il y a de plus en plus d'exonérations et exemptions de cotisations sociales, notamment la part dite « patronale », avec de lourdes conséquences :
  - Une partie n'est pas compensée. Elle **manque au budget de la Sécu**, crée le « trou », la dette sociale, qu'il faut ensuite rembourser (17 Md par an jusqu'en 2033 minimum), et « justifie » les réformes.
  - Une partie est compensée par la CSG, la TVA, diverses taxes. Elles **manquent pour le financement de l'Etat, des services publics, créent le déficit budgétaire.** Avec le redémarrage de l'inflation le service de la **dette monte en flèche (57 Md en 2023)**, pour le plus grand profit des marchés financiers.
  - Avec les taux d'intérêt nul ou négatifs, la problématique de la dette était sortie des radars. Elle va y revenir très vite.
- **Le pouvoir d'achat est également affecté: il y a maintenant en réalité 2 impôts sur le revenu, voire 3 :**
  - **l'impôt sur le revenu proprement dit (87 Md en 2023)**
  - **La CSG et la CRDS payées à 90 % minima par les salarié-e-s et retraité-e-s (138 Md en 2021).**
  - **Total environ 230 Md.**

## L'impôt sur les sociétés, au montant devenu ridicule

**Il est passé d'un taux de 50 % à un taux de 25%, avec de multiples moyens « d'optimiser ». Résultat seulement 55 Md prévus en 2023 !**

Depuis 2012 l'impôt sur le revenu a augmenté de 46 %, l'impôt sur les sociétés de 34 %.

► C'est le résultat de la concurrence fiscale à la baisse de l'Union européenne, de l'OCDE. **Il faut au contraire ré-augmenter l'impôt sur les sociétés**, ça financera les services publics.

## On a été beaucoup trop loin dans les aides aux entreprises

• Les estimations sont **officiellement de l'ordre de 150 milliards, chiffre sous-estimé.** Les exonérations et exemptions de cotisations sociales se montent à 90 Md dans le PLFSS 2023, chiffre très sous-estimé.

Même Bruno Le Maire a reconnu qu'on avait été trop loin. On ne peut donc s'étonner que les profits et dividendes des entreprises du CAC 40, et de pas mal d'autres, explosent, s'investissent dans les rachats d'action, la spéculation.

► **Il faut revenir sur tout ou partie de ces exonérations, de ces aides, qui augmentent sans cesse.** Exemple la baisse des impôts de production, de la CVAE en 2023, puis 2024, au détriment des collectivités locales qui manquent tant de moyens.

## La fraude et l'optimisation fiscale et sociale

- La lutte doit être plus énergique contre la fraude fiscale et sociale, le travail dissimulé.
- **Il faut légiférer contre l'optimisation fiscale :** les entreprises multinationales ont d'innombrables moyens de réduire **légalement** leurs impôts et taxes. Même l'OCDE la dénonce
- **L'optimisation fiscale concerne aussi les très riches.** C'est pour cela que passer de l'ISF à l'IFI n'a eu qu'un impact modeste : au-delà d'une fortune de plusieurs millions d'euros il existe de multiples moyens d'échapper à l'ISF ou l'IFI sur l'essentiel de sa fortune.

**En 2017 si Bernard Arnault avait payé l'ISF sur l'ensemble de sa fortune il aurait versé 1 milliard d'ISF.** Pourtant Macron a créé la « flat tax » en plus.

• Il va de soi que **les paradis fiscaux**, notamment européens, mais aussi mondiaux, devraient être interdits.

► **Il faut une lutte énergique contre tous les dispositifs qui font qu'entre autres les multinationales ne paient pas ou très peu d'impôts, comme Amazon et bien d'autres.**

## La TVA

**C'est l'impôt le plus injuste, avec un gros montant : 215 Md en 2023**

• Il faudrait le réduire notamment pour les produits de 1<sup>ère</sup> nécessité. Mais il faut pouvoir contrôler dans la durée l'effectivité de la baisse.

Par exemple un produit est vendu 19,95 € avec une TVA de 20 %. Si la TVA passe à 15 % il devrait être vendu 19,12 €. Il est évident que sans contrôle des prix il reviendra très vite à 19,95 €. Les acheteurs paieront le même prix. Certains augmenteront leur marge, ça a été le cas des restaurateurs il y a quelques années. Et il manquera beaucoup d'argent aux services publics et maintenant à la Sécu financée en partie par la TVA.

- **Donc il y a nécessité, mais à gérer avec contrôle effectif.**

**La TICPE** (Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques)

Elle représente 32 Md en 2023, dont 11 Md transférés aux collectivités locales, mises délibérément en grande difficulté

- ▶ **Noter que la transition énergétique et climatique exigera des financements très importants. Un débat fondamental : qui va payer ?**

## **OUI ON PEUT FINANCER LES SERVICES PUBLICS ET LA PROTECTION SOCIALE !**

- **Le sous financement des services publics et de la protection sociale, résulte d'un choix politique : le choix du tout privé, à l'exception d'un filet de sécurité public, d'aides minimalistes, pour pauvres.** C'est le choix du libéralisme de privilégier les profits, les dividendes qui alimentent les fonds de pension américains ou autres, la spéculation.
- **Les ressources nécessaires à des services publics et de protection sociale de haut niveau existent.** Il faut notamment l'augmentation des salaires et de l'emploi, l'égalité femmes – hommes. **Il faut revenir sur les innombrables dispositifs qui ont réduit les ressources budgétaires et de protection sociale : plus de 150 milliards par an,** la baisse de l'impôt sur les sociétés et des dispositifs qui exonèrent les plus riches ; les multinationales, les milliardaires, ne doivent plus pouvoir s'abriter dans les paradis fiscaux.
- Les curseurs doivent faire l'objet d'un **débat démocratique en lien avec le projet de reconquête des services publics et de la Sécurité sociale**

**Le FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS, DE LA SECURITE SOCIALE, A HAUTEUR DES BESOINS, NECESSITE UN CHANGEMENT DE POLITIQUE, LE CHOIX D'UNE SOCIETE SOLIDAIRE.**

## **AVEZ-VOUS REMARQUE ?**

### **Accidents du travail**

On a beaucoup parlé, et à juste raison, ces derniers temps des milliers de morts au Qatar à l'occasion de la construction des stades pour la coupe du monde de foot.

Mais savez-vous qu'en France on dénombrait, pour l'année 2019, 803 accidents du travail mortels ?

Plus globalement en 2021 on a comptabilisé 604 565 accidents du travail.

A cela s'ajoutent les maladies professionnelles comme celles liées à l'amiante (47 398 prises en charge) mais il faut parfois de longs combats pour qu'elles soient reconnues comme telles.

A noter que ce sont dans l'industrie, le bâtiment et les transports qu'il y a le plus d'accidents.

Travaux difficiles, absence de sécurité, normes non respectées, ... font partie des causes.

Il faut rendre hommage aux inspecteurs du travail sans qui ces chiffres seraient encore plus lourds.

Mais on ne peut que déplorer que les commissions d'hygiène et de sécurité au travail aient vu leurs missions largement remises en cause alors que la prévention est le meilleur moyen de se protéger.

# INTERNATIONAL

## Solidarité avec les femmes et le peuple d'Iran

Depuis l'assassinat en septembre de la jeune Masha Jina AMINI par la « police des mœurs », les femmes d'abord, puis les étudiants et les jeunes, maintenant une grande partie du peuple d'Iran, défilent quotidiennement, dans les rues de Téhéran et du Kurdistan principalement, contre la dictature islamiste. Jusqu'à l'équipe nationale de football qui, à la coupe du monde, manifeste son soutien à ce mouvement. Le slogan "femme, vie, liberté », celui du mouvement des femmes kurdes libres, est repris et scandé par toutes et tous dans les manifestations.

Ils osent affirmer, face à la répression qui n'a pas de relâche, qu'ils veulent un procès public pour ceux qui ont massacré la jeune femme. Ils réclament la fin des discriminations à l'égard des femmes, l'égalité pour les filles et que cesse la domination patriarcale.

Ils exigent aussi la liberté d'expression et d'habillement, la fin du hijab et du foulard couvrant les cheveux pour les femmes, de la barbe pour les hommes ; ils revendiquent le droit à l'éducation, à l'emploi et au divorce pour toutes et tous.

Ils veulent également la légalisation des partis politiques y compris des partis kurdes qui réclament l'autonomie de leur région.

Ces femmes, ces manifestants viennent de remporter une 1<sup>ère</sup> victoire avec la suppression annoncée par le ministère de l'intérieur iranien de la détestable « police des mœurs ». Il ne faut pas en déduire que le combat est terminé ; la lutte pour la liberté et la démocratie peut encore être longue.

Résistance sociale s'associe à toutes les manifestations de soutien qui ont lieu en France.

## Etats-Unis / Europe : Bruno Le Maire découvre l'eau chaude.

*Par Georges Kuzmanovic*

Face à Appoline de Malherbe, notre sémillant ministre de l'économie (et ministre d'Etat, attention, on a affaire à du lourd politiquement) découvre que les Etats-Unis ne jouent pas le jeu de la "concurrence libre et non faussée", mais subventionnent leurs industries - et ils ont bien raison pour eux-mêmes de défendre leur outil de production et leurs travailleurs ! Ça s'appelle du protectionnisme.

Benoîtement, en bon petit élève qui a bien appris son bréviaire économique libéral à l'ENA, Bruno Le Maire chouine en disant que lui (la France) respecte les règles de l'OMC. Les eurolâtres comme ceux de notre gouvernement sont prêts, eux, à sacrifier toutes nos industries sur l'autel de leurs croyances néolibérales, au nom de la mise en œuvre fanatique des soi-disant "lois du marché".

De fait, l'Union européenne est la zone économique mondiale la moins protectionniste. Tant entre eux que par rapport au reste du monde, les pays qui la composent sont ouverts à tous les vents de la mondialisation, provoquant les délocalisations industrielles et par voie de conséquence un chômage de masse structurel et une grave perte de savoir-faire. On voit la catastrophe de leur vision du monde et de leurs politiques économiques avec la crise de l'énergie dans laquelle ils nous ont plongés.

Je ne sais pas combien de temps il faudra aux dirigeants européens pour se rendre compte que les États-Unis profitent éhontément de la guerre en Ukraine pour asphyxier l'UE et en particulier l'Allemagne. Combien de temps leur faudra-t-il pour comprendre que le processus de vassalisation de l'UE passe par l'affaiblissement de la puissance stratégique de la France (en bonne voie de réalisation depuis Nicolas Sarkozy) et la destruction de l'industrie allemande ? Déjà les Etats-Unis proposent aux industriels européens, en particulier allemands, de se délocaliser chez eux pour bénéficier de coûts de l'énergie plus faibles, maintenant que le lien énergétique est rompu avec la Russie.

Notons au passage que c'était un objectif géostratégique majeur pour Washington depuis des décennies - on se rappellera les opérations de sabotage des gazoducs reliant l'URSS à l'Europe sous le président Ronald Reagan (déjà). Et je ne blâme pas les Etats-Unis. Ils œuvrent pour leurs propres intérêts, c'est bien le minimum quand on dirige un pays.

Le problème, c'est que les dirigeants européens, tout particulièrement en France, et spécifiquement Emmanuel Macron et son gouvernement, travaillent CONTRE l'intérêt de la Nation et contre l'intérêt du peuple français. Emmanuel Macron ne veut-il pas, toujours et encore, bâtir une improbable "souveraineté européenne" ? C'est surtout une tombe collective qu'ils creusent. Bruno Le Maire "craint" donc "le risque d'un choc industriel majeur sur l'industrie française".

Et que fera Bruno Le Maire ? Rien... Ou si : continuer à appliquer des politiques néolibérales, à avaler toutes les couleuvres étasuniennes et... "supplier" le MEDEF de ne pas délocaliser et de garder les emplois en France.

# COUP DE GUEULE

## Le gouvernement se moque des conséquences de ses décisions

*Par Antoine Ducros*

Un agrégatif de Jussieu nous signale cet entrefilet paru dans Ouest-France le 10 novembre : « Face à un manque de candidats aux concours de recrutement de professeurs dans le premier et le second degré pour la rentrée 2023, le ministère de l'Éducation a annoncé le jeudi 10 novembre une prolongation de deux semaines pour les inscriptions ». On en est donc là à l'Éducation Nationale.

Au-delà du caractère grotesque de cette affaire (croit-on vraiment que reculer la date d'inscription au CAPES et à l'agrégation va résoudre ou même atténuer la crise du recrutement ?), il faut rappeler inlassablement que ce manque de plus en plus criant d'enseignants, comme de soignants, comme de conducteurs de bus, de métros ou de trains, n'est pas une calamité tombant du ciel sans qu'on comprenne pourquoi : c'est la conséquence aisément prévisible d'une politique mise en œuvre depuis des années sous Sarkozy, Hollande, Macron... qui a consisté à organiser méthodiquement et sans répit la baisse d'attractivité de toutes ces professions, et d'une manière générale de tous les postes de fonctionnaires ou salariés d'un établissement public. De quelle manière ? D'abord en baissant leurs salaires réels de 15% à grade et ancienneté fixés (le sale boulot ayant été confié à l'inflation, qui a l'avantage d'agir discrètement), puis en s'attaquant à divers avantages statutaires (réforme de la retraite des cheminots par Sarkozy, puis suppression de leur statut par Macron, qui s'apprêtait ensuite avec gourmandise à s'attaquer aux retraites de l'ensemble des fonctionnaires, en modifiant leur mode de calcul de manière à faire baisser les futures pensions de 10 à 20% au moins selon les profils de carrière — le Covid a mis fin à ce projet). Mais aussi en dégradant les conditions de travail par des réformes incessantes, par des suppressions de postes plaçant des services entiers en situation dramatique de sous-effectifs (les urgences hospitalières, par exemple), par une bureaucratisation galopante (les suppressions de postes évoquées ne concernent jamais les bullshit jobs, qui eux prolifèrent), et par des réductions de crédits d'équipements et fonctionnement (on a appris au début de la pandémie que dans nombre d'écoles, il n'y avait pas de savon dans les toilettes...).

Manifestement le gouvernement n'a pas pris la mesure du problème — ou bien il l'a prise et s'en contrefiche, ce qui revient au même. Il tente de colmater les brèches dans les secteurs où elles sont les plus visibles et les plus nuisibles, en proposant des primes ou des hausses des salaires d'entrée, mais sans revenir sur sa politique globale. La hausse récente du point d'indice de 4% dont il s'est gargarisé signifie simplement qu'entre juillet 2021 et juillet 2022 (7% d'inflation), les salaires réels des fonctionnaires n'auront baissé que de 3% au lieu de 7%... mais 3%, cela reste la plus grosse diminution annuelle qu'ils aient subie depuis plusieurs décennies.

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :  
Siège social :  
121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS  
Tel : 06 33 82 05 15  
**Site Internet** : [www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr)  
Courriel : [webmaster@resistancesociale.fr](mailto:webmaster@resistancesociale.fr)  
Présidente de RESO et directrice de la publication :

NOM ..... PRENOM : .....  
ADRESSE : .....  
TEL : ..... Portable : .....  
E-mail : .....  
 J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros  
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros  
**À retourner à** : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS  
(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)